

Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

HAÏTI

**« Je n'ai d'autre arme que
mon métier de journaliste » :
*l'enquête Jean Dominique
et les droits humains***

Embargo : 2 avril 2002

Index AI : AMR 36/001/02

ÉFAI

•

HAÏTI

« Je n'ai d'autre arme que mon métier de journaliste » : l'enquête Jean Dominique et les droits humains

Résumé *

Dans l'histoire récente d'Haïti, le meurtre de Jean Dominique, célèbre journaliste de radio et défenseur de longue date de la démocratie et des droits humains, est l'un des actes de violence qui ont le plus marqué les esprits. Il a été abattu par balle le 3 avril 2000 par un agresseur inconnu, dans la cour de sa station de radio, Radio Haïti Inter. Le gardien de la station, Jean-Claude Louissaint, a lui aussi été tué lors de cette agression.

La mort de Jean Dominique a porté un grave préjudice à Haïti, en partie parce que le journaliste avait ouvertement appelé au changement tout au long de ces quarante dernières années. Le fait que des journalistes soient la cible d'assassinats, quels que soient leurs convictions politiques ou leur parcours individuel, cause des préjudices d'une portée considérable à toute société. L'assassinat de Jean Dominique a suscité une inquiétude d'autant plus grande que ce militant connu et populaire, référence incontournable du combat pour la démocratie, a été abattu par un tueur non identifié dans un cadre démocratique, alors qu'il avait survécu à tant d'épreuves au cours de nombreuses dictatures différentes.

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre HAITI. "I have no weapon but my journalist's trade": human rights and the Jean Dominique investigation. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mars 2002. Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents. Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Les appels réclamant que les responsables soient traduits en justice ont atteint un niveau sans précédent en Haïti. Parallèlement, l'affaire Jean-Claude Louissaint et Jean Dominique a entraîné de nombreuses interrogations sur la situation effective des droits humains dans ce pays, sept années après le retour à un système démocratique. Les familles des victimes continuent d'être privées de leur droit à un recours judiciaire effectif : l'enquête sur les homicides fait face à une série d'obstacles qui sont en soi caractéristiques du manque de respect pour les droits humains aujourd'hui en Haïti.

Parmi ces nombreux obstacles, on peut citer l'absence d'indépendance des forces de police et des autorités judiciaires, le manque de détermination de ces mêmes institutions à confronter les militants du parti au pouvoir responsables de menaces ou d'actes de violence politique, les exactions perpétrées par des groupes armés agissant sous les auspices d'élus, la répression de la liberté d'expression, les menaces et les attaques ciblées à l'encontre de journalistes, ainsi que, de toute évidence, la persistance de l'impunité.

L'attitude dont font preuve le gouvernement et d'autres représentants de l'État à l'égard de l'enquête n'est désormais plus uniquement un moyen de vérifier dans quelle mesure un recours judiciaire effectif est possible en Haïti pour ces deux affaires individuelles. Elle révèle une question beaucoup plus vaste. Une justice complète et impartiale pour Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint démontrera non seulement l'engagement des autorités à poursuivre les coupables devant les tribunaux, mais aussi leur volonté de s'attaquer de front aux entraves au respect des droits humains les plus graves et les plus ancrées à l'heure actuelle dans le pays. Faute de quoi, l'inaction dans ce domaine causerait des dommages irréparables aux aspirations des Haïtiens qui se sont engagés à mettre fin à l'impunité et à établir un véritable État de droit en Haïti.

Le titre est extrait de : « *Ici je n'ai d'autre arme que mon métier de journaliste, mon micro, et ma foi inébranlable de militant pour le changement ; le vrai changement.* » D'après un éditorial de Jean Dominique diffusé le 19 octobre 1999, reproduit sur : www.haitionline.com/1999/11026.htm.

HAÏTI

« Je n'ai d'autre arme que mon métier de journaliste » : l'enquête Jean Dominique et les droits humains

SOMMAIRE

Introduction	2
<i>L'enquête et la situation des droits humains en Haïti</i>	2
<i>L'enquête et le mouvement des droits humains</i>	3
I. Les événements du 3 avril 2000 et leurs conséquences	4
II. Les droits humains et le combat visant à traduire les responsables en justice	7
<i>Menaces contre les juges</i>	8
<i>Résistance des représentants de l'État à accepter un contrôle de l'appareil judiciaire</i>	10
<i>Manque d'indépendance et de compétence de la police</i>	13
« Tolérance zéro »	14
<i>Groupes armés non officiels proches de hauts responsables locaux</i>	15
<i>Menaces et actes de violence de partisans politiques à l'égard de journalistes et d'autres personnes</i>	15
III. Conclusions	17
IV. Recommandations	18
<i>À propos de l'enquête</i>	18
<i>À propos des éventuelles poursuites</i>	19
<i>À propos des groupes armés illégaux</i>	19
<i>À propos des menaces et des violences contre des journalistes et d'autres personnes</i>	19
Annexe : liste partielle des attaques perpétrées envers des journalistes depuis l'assassinat de Jean Dominique	20

Introduction

Dans l'histoire récente d'Haïti, le meurtre de Jean Dominique, célèbre journaliste de radio et défenseur de longue date de la démocratie et des droits humains, est l'un des actes de violence qui ont le plus marqué les esprits. Il a été abattu par balle le 3 avril 2000 par un agresseur inconnu, dans la cour de sa station de radio, Radio Haïti Inter. Le gardien de la station, Jean-Claude Louissaint, a lui aussi été tué lors de cette agression.

La mort de Jean Dominique a porté un grave préjudice à Haïti, en partie parce que le journaliste avait ouvertement appelé au changement tout au long de ces quarante dernières années. Ses émissions de radio, pour la première fois diffusées en créole et non en français, représentaient un espace de pensée critique sans précédent, tant pour l'élite cultivée du pays que pour la communauté haïtienne des démunis. Jean Dominique avait survécu à la prison sous le régime du dictateur François Duvalier, puis avait été contraint à l'exil au temps de son fils Jean-Claude et de nouveau pendant la période de dictature militaire qui avait suivi le coup d'État de 1991¹.

Même après le retour à un système constitutionnel en 1994, Jean Dominique a continué à attirer publiquement l'attention sur les tendances antidémocratiques qui régnaient dans divers secteurs de la société et de la scène politique haïtiennes. Les Haïtiens ont éprouvé une réelle stupeur en constatant qu'un militant aussi connu et populaire, référence incontournable du combat pour la démocratie, ait pu être abattu par un tueur non identifié dans un cadre démocratique, alors qu'il avait survécu à tant d'épreuves au cours de nombreuses dictatures différentes.

L'enquête et la situation des droits humains en Haïti

Le fait que des journalistes soient la cible d'assassinats, quels que soient leurs convictions politiques ou leur parcours individuel, cause des préjudices d'une portée considérable à toute société. Comme l'a observé le rapporteur pour la liberté d'expression de l'Organisation des États américains (OEA),

en vertu de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, dont Haïti est un État partie, les États doivent mener des investigations de manière effective sur les meurtres de journalistes et doivent punir les auteurs de tels actes. La Commission interaméricaine des droits de l'homme considère que l'absence d'une enquête effective et complète et de sanctions pénales visant à punir les commettants et leurs complices responsables de ces agissements est particulièrement grave eu égard à ses répercussions sur la société. Lorsque les crimes restent impunis, non seulement les autres journalistes mais tous les citoyens s'en sentent menacés et sont effrayés à l'idée de signaler des mauvais traitements, des atteintes aux droits fondamentaux ou des agissements illégaux de quelque nature que ce soit².

1. Voir, par exemple, l'Action urgente 455/91 (index AI : AMR 36/38/91) du 19 décembre 1991 et l'Action complémentaire 455/91 (index AI : AMR 36/02/92) du 9 janvier 1992.

Ces actions venaient en réponse à la diffusion à la radio d'une liste de personnes (dont faisait partie Jean Dominique) dont le présentateur demandait l'assassinat aux « tontons macoutes », les forces de sécurité du régime Duvalier.

2. Communiqué de presse. *Rapporteur for Freedom of Expression Condemns Murder of Haitian Journalist* [Le rapporteur pour la liberté d'expression condamne le meurtre d'un journaliste haïtien], 3 avril 2000 (PREN22/00).

Pourtant, si l'affaire Jean-Claude Louissaint et Jean Dominique a entraîné de nombreuses interrogations sur la situation effective des droits humains en Haïti sept années après l'instauration d'un régime démocratique, ce n'est pas uniquement en raison du rôle important joué par ce dernier en tant que journaliste. L'enquête sur les deux meurtres, ou plus exactement la quantité d'obstacles et d'entraves rencontrés au cours de celle-ci, a peu à peu démontré l'étendue des difficultés qui empêchent aujourd'hui les citoyens du pays de jouir de certains droits humains fondamentaux – élément plus significatif encore de la crise que traverse Haïti à cet égard.

Parmi ces nombreux obstacles, on peut citer l'absence d'indépendance des forces de police et des autorités judiciaires, le manque de détermination de ces mêmes institutions à confronter les militants du parti au pouvoir responsables de menaces ou d'actes de violence politique, les exactions perpétrées par des groupes armés agissant sous les auspices d'élus, ainsi que la persistance de l'impunité. Qui plus est, deux ans après la mort de Jean-Claude Louissaint et de Jean Dominique, les menaces et les attaques à l'encontre de journalistes sont de plus en plus fréquentes et la liberté d'expression paraît toujours plus vulnérable. L'enquête sur ces deux homicides s'est ainsi transformée en une mise à l'épreuve cruciale de l'État de droit en Haïti.

L'enquête et le mouvement des droits humains

Une mobilisation civile sans précédent réclame la justice pour Jean-Claude Louissaint et Jean Dominique. Elle déborde le clivage des domaines d'action et des couleurs politiques et comprend notamment des organisations de défense des droits humains, des journalistes, des dignitaires religieux, des représentants du mouvement des travailleurs et des organisations de base. De nombreux groupes ont leurs propres activités, mais il existe aussi un forum en vue d'une action collective en Haïti et à l'échelle internationale, par exemple par le biais de la Fondation Écho Voix Jean Dominique, dont l'objet même est de demander instamment que justice soit faite dans cette affaire.

Amnesty International a suivi de très près les évolutions de l'enquête. Le système juridique haïtien prévoit que, à cette étape, elle soit conduite par un juge d'instruction indépendant, qui réunit les éléments de preuve et effectue un rapport au parquet servant de point de départ à toute poursuite éventuelle. L'appareil judiciaire du pays protège en outre la confidentialité des travaux du juge d'instruction : Amnesty International ignore donc tout des conclusions de l'enquête. L'organisation ne prend pas non plus position quant à la culpabilité ou l'innocence des individus cités, officiellement ou officieusement, comme suspects dans la présente affaire ni dans toute autre.

Amnesty International a toutefois le devoir de rappeler aux autorités haïtiennes leurs obligations en vertu du droit international comme du droit national. Ces obligations incluent le fait d'assurer une justice exhaustive, transparente et impartiale pour Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint. L'objet du présent document n'est pas d'examiner quel individu ou quels acteurs ont pu être responsables des homicides, mais d'étudier dans quelle mesure la justice a été rendue à ce jour.

I. Les événements du 3 avril 2000 et leurs conséquences

Les mois de mars et d'avril 2000 avaient été relativement agités à Port-au-Prince, avec des tensions croissantes d'origines diverses à mesure qu'approchait la date des élections locales et législatives de mai. Le 3 avril au matin, Jean Dominique est arrivé devant les locaux de Radio Haïti Inter, situés sur la route de Delmas qui relie le centre de Port-au-Prince, sur la baie, au riche quartier de Pétienville, sur les hauteurs environnantes. Il s'est présenté à la même heure que d'habitude, peu après six heures du matin. Jean-Claude Louissaint lui a ouvert la grille ; Jean Dominique a garé sa voiture puis en est descendu. Alors que le journaliste n'avait fait que quelques pas, un homme qui rodait devant la station de radio a rapidement pénétré dans la cour, a sorti un revolver puis a tiré à plusieurs reprises sur Jean Dominique, le touchant à la tête et à la poitrine. Il s'est ensuite retourné, a tiré deux coups de feu sur Jean-Claude Louissaint avant de s'enfuir à bord d'une voiture qui l'attendait à l'extérieur. Jean Dominique, âgé de soixante-neuf ans, et Jean-Claude Louissaint, vingt et un ans, ont été transportés à l'hôpital. Leur décès a été constaté à leur arrivée.

Ces deux meurtres ont été unanimement condamnés, tant au sein d'Haïti que par la communauté internationale. Une fois passé le choc des premiers jours, des groupes d'Haïtiens ont commencé à s'organiser afin de faire pression pour obtenir une justice immédiate. Une de ces premières initiatives s'est déroulée le 7 avril 2000 : une coalition de groupes de femmes a tenté de mettre en place une manifestation visant à célébrer la mémoire de Jean Dominique et à demander que justice soit faite. La manifestation a été interrompue par des contre-manifestants violents, se réclamant du parti dominant *Fanmi Lavalas* (FL, Famille *Lavalas*)³, qui ont érigé une barricade de pneus enflammés et ont scandé des slogans politiques⁴.

En hommage à la figure emblématique que représentait Jean Dominique et à son importance pour Haïti, des funérailles nationales ont été organisées le 8 avril 2000 dans le stade national Sylvio Cator, devant plus de 15 000 personnes. Étaient notamment présents le président de l'époque, René Préval, le Premier ministre, Jacques-Édouard Alexis, et Jean-Bertrand Aristide, ainsi que, d'après les informations reçues, 10 000 paysans venus de tout le pays. Le premier orateur a été l'évêque catholique M^{gr} Willy Romélus de Jérémie, fidèle partisan du mouvement *Lavalas* depuis sa création, puis des gens du monde de la radio et des représentants de nombreuses organisations ont pris la parole.

Un petit groupe d'individus a tenté de perturber le déroulement de la cérémonie en criant « *Aristide ou la mort* ». Après l'enterrement, des membres de groupes favorables au FL ont incendié les locaux de la *Konfederasyon Inite Demokratik* (KID, Confédération d'unité démocratique), qui servaient par ailleurs de siège à la coalition d'opposition Espace de concertation. Le groupe d'hommes se réclamant du parti FL a ensuite menacé de mettre le feu à une station de radio privée, Radio Vision 2000, qui adopte des positions critiques à l'égard du gouvernement Aristide et du *Fanmi Lavalas*. Selon certaines informations, ces hommes ont également menacé des journalistes de la station

3. Le terme *Lavalas*, qui signifie « avalanche » en créole, était utilisé pour décrire le vaste mouvement populaire qui a conduit Jean-Bertrand Aristide à la victoire électorale en 1990. *Fanmi Lavalas*, ou « Famille *Lavalas* », est le nom actuel de son parti politique.

4. Voir Haïti. *Le nouveau gouvernement et les droits humains* (index AI : AMR 36/002/01), avril 2001, pp. 9 et 33.

de télévision privée Telemax. Quelques jours auparavant, les journalistes de Radio Vision 2000 avaient, semble-t-il, adressé une lettre ouverte au ministère de la Justice dénonçant les menaces reçues par le personnel de la station et demandant une protection officielle⁵.

Radio Haïti Inter avait interrompu ses émissions à la mort de Jean Dominique, mais les a repris un mois plus tard, le 3 mai – Journée mondiale de la liberté de la presse. Ce jour-là, la radio a essentiellement diffusé d'anciens éditoriaux de Jean Dominique. Le président de la République, René Préval, ami personnel du célèbre journaliste, et sa femme sont venus passer une bonne partie de la matinée sur place. Dans les jours qui ont suivi les meurtres, le président avait déclaré à maintes reprises qu'il s'engageait à découvrir les responsables. La plupart des organisations concernées considéraient d'ailleurs qu'il était d'un grand soutien à l'enquête.

Jean Dominique sous la période Duvalier

Né dans l'élite francophone haïtienne, Jean Dominique a suivi en France une formation d'agronome. Il est rentré en Haïti à la fin des années 50, où il a commencé à travailler avec des paysans et des habitants urbains sur des techniques agricoles productives.

Le 29 juillet 1958, son frère, Philippe, lieutenant dans les Forces armées d'Haïti, a été assassiné par les forces de sécurité du dictateur au pouvoir depuis peu, François Duvalier, après une tentative de coup d'État présumée. Jean Dominique a été arrêté, puis a passé six mois en détention, où il aurait souffert de torture et de mauvais traitements.

Au milieu des années 60, il est entré dans le milieu du journalisme radiophonique. Une tranche horaire lui a été allouée sur Radio Haïti, une radio qui existait depuis les années 30. Il l'a rachetée en 1971, la rebaptisant Radio Haïti Inter.

Jean Dominique a été le premier journaliste haïtien à prendre conscience du potentiel que représentaient les ondes dans un pays où, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'on compte plus de 50 p. cent d'analphabètes dans la population adulte. Il s'est empressé de faire ce que personne n'avait entrepris jusqu'alors : diffuser ses émissions en créole, l'unique langue comprise par la majorité, et non en français, réservé à une petite élite cultivée. Par ailleurs, il programmat non seulement des actualités locales, mais aussi des informations internationales, rendant les luttes pour l'indépendance, les soulèvements populaires et les mouvements de défense des droits civils du monde entier accessibles au citoyen haïtien ordinaire. En 1973, il s'est rendu célèbre en couvrant l'enlèvement de l'ambassadeur américain Clinton Knox par un groupe armé haïtien qui demandait la libération de prisonniers politiques, une rançon ainsi qu'un moyen de transport pour quitter l'île. L'ambassadeur a fini par être libéré, tout comme certains des prisonniers du tristement célèbre Fort Dimanche de Duvalier.

Les critiques formulées par Jean Dominique à l'égard du régime de Duvalier lui ont toutefois valu certaines difficultés, à titre personnel mais aussi pour sa radio. Ainsi, les forces de sécurité de Duvalier ont effectué le 28 novembre 1980 une descente dans les locaux de Radio Haïti Inter, lors d'une rafle menée à l'encontre de dizaines de journalistes et de défenseurs des droits humains. Elles ont détruit le matériel, puis

5. Ibid., p. 9.

ont arrêté la femme et les filles de Jean Dominique avant de les envoyer en exil. Le journaliste, qui avait été prévenu du danger qu'il encourait sans toutefois mesurer l'ampleur de l'opération prévue, était allé se cacher quelque temps. Il a réussi à gagner l'ambassade du Vénézuéla et à rejoindre sa famille en exil aux États-Unis.

Jean Dominique et sa femme, Michèle Montas, ne sont revenus en Haïti qu'après le renversement de Jean-Claude Duvalier, fils de François, en 1986. À leur descente de l'avion à Port-au-Prince, ils ont été accueillis par une foule comptant des dizaines de milliers de personnes. Des Haïtiens de tous milieux et toutes conditions sociales, vivant en Haïti ou sein de la diaspora, ont par la suite apporté des fonds pour contribuer à la réouverture de la station de radio. Celle-ci a recommencé à émettre fin 1986.

Jean Dominique et le mouvement Lavalas

Le 16 décembre 1990, Jean-Bertrand Aristide a été élu président par 67 p. cent des voix (selon les informations reçues), à l'issue de scrutins qui sont de manière générale reconnus comme les premières élections libres et équitables du pays. Aristide aurait proposé à Jean Dominique la fonction de ministre de l'Information au sein de son cabinet, mais le journaliste aurait refusé, estimant qu'il pouvait davantage contribuer aux efforts en cours derrière son microphone qu'au gouvernement.

Les instigateurs du coup d'État qui ont renversé Jean-Bertrand Aristide sept mois seulement après son entrée en fonction ont également pris Radio Haïti Inter pour cible. Les traces de balles sont encore visibles sur les murs de l'immeuble. Jean Dominique et sa famille sont alors repartis en exil aux États-Unis et ne sont rentrés au pays qu'après le retour à un système constitutionnel en 1994. La radio a par la suite bénéficié d'un nombre d'auditeurs encore plus important, grâce à la diffusion d'Inter-Actualités (émission d'actualités matinales) et de Face à l'opinion (entretiens programmés l'après-midi) en simultané aux États-Unis sur les ondes de la radio haïtienne Radio Soleil, puis plus tard par le biais de l'internet.

Jean Dominique était considéré comme un fidèle partisan du parti *Lavalas*, bien qu'il n'ait jamais hésité à faire part ouvertement de ses critiques. Même lorsque d'autres personnalités de *Lavalas* ont quitté le parti pour cause de divergence sur des questions économiques ou politiques, comme en 1996 lors de la formation de l'Organisation du peuple en lutte (OPL), Jean Dominique est resté au sein du parti existant et a aidé à consolider les fondations du nouveau *Fanmi Lavalas*.

Jean Dominique était célèbre pour son journalisme sans complaisance et ses éditoriaux incisifs. Au moment de sa mort, ses dernières cibles allaient des partisans de Duvalier à ceux qu'il considérait comme des éléments antidémocratiques au sein même du *Fanmi Lavalas*. Ses remarques acerbes avaient également pour motif : l'ingérence intéressée de gouvernements étrangers – les États-Unis en particulier – dans les affaires intérieures d'Haïti, la corruption d'hommes d'affaires et d'hommes politiques, les processus électoraux et le suivi des scrutins, une entreprise pharmaceutique mêlée à la vente de médicaments empoisonnés à des parents d'enfants haïtiens, les déchets toxiques et d'autres questions écologiques détériorant l'agriculture du pays, l'impunité relative aux massacres de paysans haïtiens et, enfin, la nécessité d'une réforme agraire.

II. Les droits humains et le combat visant à traduire les responsables en justice

1. Toute personne a droit à un recours simple et rapide, ou à tout autre recours effectif devant les juges et tribunaux compétents, destiné à la protéger contre tous actes violant ses droits fondamentaux reconnus par la Constitution, par la loi ou par la présente convention, lors même que ces violations auraient été commises par des personnes agissant dans l'exercice de fonctions officielles.
2. Les États parties s'engagent
 - a) à garantir que l'autorité compétente prévue par le système juridique de l'État statuera sur les droits de toute personne qui introduit un tel recours
 - b) à accroître les possibilités de recours judiciaire
 - c) à garantir que les autorités compétentes exécuteront toute décision prononcée sur le recours⁶.

En vertu des dispositions ci-dessus, en sus de l'article parallèle du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)⁷, les personnes victimes d'atteintes à leurs libertés fondamentales, et leurs familles, ont le droit de faire valoir leurs droits, si nécessaire par des moyens juridiques. Dans son Observation générale sur l'article 2 du PIDCP, le Comité des droits de l'homme a souligné que *« les obligations que leur impose le Pacte ne se limitent pas au respect des droits de l'homme, et qu'ils se sont également engagés à assurer la jouissance de ces droits à toutes les personnes relevant de leur juridiction. »*⁸

En conformité avec ce qui précède, les représentants haïtiens de l'État se sont à de nombreuses reprises engagés publiquement à ce que la justice soit rendue pour Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint. À titre d'exemple, le 3 mars 2001, Radio Haïti Inter a diffusé une lettre ouverte au président Aristide, rédigée par la Fondation Écho Voix Jean Dominique afin de faire part de l'inquiétude suscitée par les lenteurs et les blocages dans cette enquête. Le chef de l'État a répondu par une visite surprise à la station de radio afin d'exprimer sa solidarité. Dans une interview radiodiffusée avec Michèle Montas, il lui a déclaré : *« Les autorités publiques, à commencer par moi, doivent s'acquitter de leurs devoirs [...] les victimes m'ont écrit une lettre, elle m'est adressée ; je n'ai pas le droit de rester indifférent⁹. »*

Parallèlement, un certain nombre de difficultés relatives aux droits humains continuent toutefois d'entraver le déroulement de l'enquête, privant en réalité les familles des victimes d'un accès à un recours judiciaire effectif. L'enquête a rencontré obstacle après obstacle tout au long des deux années qui ont suivi les homicides. Outre le déni de justice subi par ces deux victimes individuelles, l'affaire est ainsi devenue symptomatique de la quasi-totalité des problèmes en matière de droits humains dont souffre aujourd'hui Haïti. L'attitude du

6. Article 25 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme (OEA, 1969).

Haïti a adhéré à la Convention le 27 septembre 1977.

7. Voir aussi l'article 2-3 du PIDCP. Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966. Entré en vigueur le 23 mars 1976, conformément à l'article 49. Haïti y a adhéré le 6 février 1991.

8. Observation générale 3 sur l'article 2 du PIDCP : mise en œuvre du Pacte dans le cadre national, Comité des droits de l'homme, treizième session, 1981.

9. Interview du président Jean-Bertrand Aristide par Michèle Montas sur Radio Haïti Inter le 3 mars 2001.

Transcription communiquée sous forme électronique par Michèle Karshan, membre du personnel présidentiel. [La citation a été reçue en anglais puis retraduite en français.]

gouvernement et d'autres représentants de l'État à l'égard de l'enquête n'est désormais plus uniquement un moyen de vérifier dans quelle mesure un recours effectif en justice est possible dans ce pays. Elle révèle aussi toute l'étendue d'une question beaucoup plus vaste : l'engagement des autorités envers l'état de droit.

Rapide chronologie de l'enquête

- 3 avril 2000 : Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint sont assassinés. Une enquête est ouverte. Le premier juge d'instruction chargé de l'affaire quitte rapidement ses fonctions sans fournir d'explications.
- Septembre 2000 : le deuxième juge d'instruction, Jean Sénat Fleury, démissionne après avoir reçu des menaces de mort. Il est remplacé par le juge Claudy Gassant.
- Janvier 2001 : six personnes ont été arrêtées. D'après les informations recueillies, le nouveau juge a toutefois reçu des menaces.
- Juin 2001 : Claudy Gassant remet les renseignements recueillis au procureur. Il donne ensuite sa démission et quitte Haïti par crainte pour sa sécurité.
- Juillet 2001 : le juge revient après avoir reçu des garanties concernant sa sécurité. Le procureur lui rend le dossier afin qu'il poursuive l'enquête.
- Août 2001 : le juge d'instruction demande formellement que soit levée l'immunité parlementaire du sénateur Toussaint. Le ministère de la Justice transmet le dossier au Sénat, qui constitue une commission afin d'examiner la question.
- 4 janvier 2002 : le mandat du juge Gassant expire et n'est pas reconduit par le président Aristide.
- 23 janvier 2002 : trois nouveaux juges sont désignés pour reprendre l'affaire.
- 31 janvier 2002 : le Sénat rend le dossier à la magistrature, soi-disant pour éclaircissement.

Menaces contre les juges

« Les magistrats règlent les affaires dont ils sont saisis impartialement, d'après les faits et conformément à la loi, sans restrictions et sans être l'objet d'influences, incitations, pressions, menaces ou interventions indues, directes ou indirectes, de la part de qui que ce soit ou pour quelque raison que ce soit¹⁰. »

Ainsi, dans les cas de crimes graves en Haïti, les enquêtes de l'appareil judiciaire sont menées par un juge d'instruction indépendant, qui réunit les éléments de preuve destinés au parquet. Le magistrat Jean Sénat Fleury a été le premier juge d'instruction à poursuivre activement l'affaire. Il a commencé à recueillir les déclarations d'un certain nombre de personnes et plusieurs arrestations ont eu lieu. Toutefois, le magistrat a finalement demandé à être remplacé, invoquant des craintes pour sa sécurité personnelle après avoir reçu des menaces de mort.

10. Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, adoptés par le septième Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, réuni à Milan du 26 août au 6 septembre 1985, et adoptés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 40/32 du 29 novembre 1985 et 40/146 du 13 décembre 1985, § 2.

Claudy Gassant, le juge d'instruction chargé de l'affaire de septembre 2000 à janvier 2002, a été largement salué par les organisations de défense des droits humains et de la société civile pour son énergie et son courage face aux nombreux obstacles dressés sur son chemin. Il a poursuivi les enquêtes entamées par Jean Sénat Fleury et, à la mi-janvier 2001, l'arrestation d'un agent de police a fait passer à six le nombre de personnes en détention dans le cadre de cette affaire. Pourtant, les pressions pesant sur l'enquête n'ont pas diminué. À titre d'exemple, le 24 janvier 2001, Claudy Gassant aurait été menacé dans la rue par un ancien garde de la sécurité présidentielle et député FL : celui-ci a bloqué la route au véhicule du juge avec sa voiture et a, semble-t-il, menacé de l'abattre. Le député a nié les dires du juge.

Le 8 juin 2001, après avoir interrogé environ 80 personnes, le juge Gassant a transmis le rapport sur ses conclusions au commissaire du gouvernement, Josué Pierre-Louis, afin que les éléments de preuve soient étudiés et que des mises en accusation soient prononcées le cas échéant. Le commissaire a déclaré avoir reçu des menaces de mort lui enjoignant de supprimer certains noms de l'enquête. Le 13 juin 2001, le magistrat a démissionné, en invoquant les pressions politiques qui bloquaient l'enquête et les menaces qui pesaient sur sa sécurité personnelle. Doutant de la volonté du gouvernement et de l'appareil judiciaire à voir achevée cette enquête, Claudy Gassant a quitté temporairement le pays par souci de sécurité¹¹.

Ce n'est qu'une fois que le ministère de la Justice s'est engagé à soutenir l'enquête, à punir ceux qui essayaient d'empêcher son bon déroulement et à garantir la sécurité du juge Gassant que ce dernier a repris son travail sur cette affaire. Le 6 juillet 2001, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé à l'État haïtien de prendre des mesures de précaution afin de protéger le juge pendant une période de six mois, et de fournir un rapport sur les mesures prises à cet égard.

Le mandat du juge Gassant a expiré le 4 janvier 2002 et n'a pas été reconduit par le président Aristide alors que, selon l'appareil judiciaire haïtien, c'est le chef de l'État qui détient le pouvoir de nommer des juges et de prolonger leur mandat¹². Aucune explication publique n'a été fournie, l'opinion publique suivait pourtant de très près cette enquête. Constatant que le président n'avait pas renouvelé son mandat, Claudy Gassant s'est senti exposé à d'éventuelles agressions et a quitté Haïti le 9 janvier 2002 pour les États-Unis. Le 23 janvier, trois nouveaux juges étaient chargés de l'affaire : Josué Agnant, Bernard Sainvil et Joachim Saint-Clair. Les mesures envisagées pour assurer la continuité de l'enquête ou pour garantir la sécurité de ces nouveaux juges d'instruction étaient bien peu explicites.

Interrogé début février au cours d'une conférence de presse sur les motifs qui l'avaient poussé à ne pas reconduire le mandat de Claudy Gassant, le président Aristide n'a apporté aucune réponse concrète. Il n'a toutefois reproché aucune faute au juge ni aucun manquement à ses devoirs. En revanche, il a justifié le retard pris pour prolonger le mandat en invoquant par exemple le fait que le

11. Voir *Haïti. Les droits humains depuis le coup d'État : une décennie d'avancées et de reculs* (index AI: AMR 36/010/01), septembre 2001, p. 7.

12. En vertu des articles 174 et 175 de la Constitution de la République d'Haïti, les juges sont nommés, pour des mandats donnés, par le président de la République, sur des listes soumises par le Sénat, les Assemblées départementales ou les Assemblées communales.

doyen du tribunal et le ministre de la Justice ne lui avaient pas fourni de rapport sur les méthodes de travail déployées par le juge à ce jour. Le président a également affirmé qu'il se sentait inapte à prendre une décision alors que le juge Gassant ne se trouvait pas en Haïti. Très préoccupées par le manque de continuité dans l'enquête et par le flou régnant autour des motifs de cette non-reconduction, un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ont sévèrement critiqué le chef de l'État pour avoir manqué à sa promesse, pourtant maintes fois réitérée, de poursuivre les responsables présumés devant les tribunaux.

Parallèlement, fin février 2002, le juge Agnant a commencé à recueillir de nouveau les dépositions des parties concernées, notamment celle de Michèle Montas (veuve de Jean Dominique). Au moment de la rédaction du présent document, on ne savait pas encore quels seraient le ou les juges détenant la responsabilité essentielle de l'enquête. De la même manière, on ignorait dans quelle mesure les conclusions des dix-huit mois d'enquête précédente serviraient de point de départ au travail en cours et si le ou les juges fraîchement nommés allaient reprendre l'intégralité de la procédure.

Résistance des représentants de l'État à accepter un contrôle de l'appareil judiciaire

« L'indépendance de la magistrature est garantie par l'État et énoncée dans la Constitution ou la législation nationales. Il incombe à toutes les institutions, gouvernementales et autres, de respecter l'indépendance de la magistrature¹³. »

En 2000 et 2001, les juges ont dans le secret de l'instruction appelé à témoigner un certain nombre d'élus, de personnes nommées par l'État ou de responsables de partis politiques bien connus. Si nombre de ces personnages publics ont coopéré de bon gré, certains ont refusé de se soumettre aux citations à comparaître. Comme nous l'avons déjà précisé, Amnesty International n'a pas eu connaissance des conclusions de l'enquête, que ce soit de manière générale ou à propos de telle ou telle personne en particulier. L'organisation souscrit au principe de présomption d'innocence, qui fait partie intégrante du droit international. Cela étant, Amnesty International s'inquiète du manque de respect pour le travail de l'appareil judiciaire – manque de respect qu'illustrent les différents épisodes décrits plus bas – et est préoccupée des éventuelles ramifications que pourraient avoir les exemples publics d'un tel mépris.

L'un de ces personnages publics cités à comparaître était Dany Toussaint, élu sénateur FL en mai 2000. Au cours des premiers mois 2001, le juge Gassant a adressé trois citations à des fins d'interrogatoire à cet ancien officier, fidèle au président Aristide lors du coup d'État de 1991. Toutes sont restées lettre morte. Le magistrat a convoqué plusieurs des collaborateurs de Dany Toussaint ; il a aussi ordonné l'incarcération de l'un des policiers lui servant de gardes du corps, parce qu'il avait, semble-t-il, tenu des propos menaçants à son égard.

De nombreux sénateurs ont été outrés par la convocation de leur pair et ont menacé de demander une enquête sur l'opportunité des actions menées par le juge d'instruction. Le 21 février 2001, le Sénat a tenu une session agitée sur la question

13. Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, § 1.

de l'immunité parlementaire. Trois sénateurs FL (Lans Clonès, Gérald Gilles et Prince Sonson Pierre) ont déclaré que Dany Toussaint devrait comparaître devant le juge dans l'intérêt de la justice. Les autres, dont Yvon Neptune, président du Sénat, ont maintenu qu'il n'était pas obligé de répondre à une telle requête.

Des membres de l'organisation populaire Jeunesse Pouvoir Populaire (JPP), proche du parti FL, ont assisté à la session en tant que spectateurs et ont fait bruyamment part de leur soutien au sénateur Toussaint. D'après certains témoignages, le chef de file du JPP, René Civil, a proféré des menaces de mort à l'encontre du sénateur Prince Sonson Pierre au cours d'un échange avec l'un des collaborateurs de ce dernier.

Toutefois, l'ancien officier a par la suite écrit au Sénat pour demander l'autorisation de comparaître puis, une fois celle-ci accordée, s'est présenté devant le juge afin d'être interrogé. D'après les informations recueillies, le magistrat a rencontré sept fois Dany Toussaint à compter de mars 2001. À plusieurs reprises pendant les interrogatoires, des groupes de manifestants ont occupé de force la cour du palais de justice, marquant leur soutien au sénateur Toussaint. Le 25 mai, ce dernier a été inculpé de charges préliminaires confidentielles dans le cadre de l'homicide de Jean Dominique.

Le 12 juin, le sénateur inculpé a révélé à la presse que, au cours d'entretiens effectués à sa demande par un juge de paix local au pénitencier national, les personnes emprisonnées dans l'affaire Jean Dominique avaient affirmé avoir été victimes de subornation visant à les inciter à incriminer le sénateur. Les sympathisants de ce dernier ont alors demandé le renvoi du juge Gassant. Après examen, les interrogatoires menés par le juge de paix ont cependant été déclarés illégaux et ont été considérés comme venant perturber les poursuites judiciaires confidentielles en cours. Le juge de paix a en définitive été sanctionné par six mois de suspension pour irrégularité de procédure.

Le 3 août 2001, suite à une demande d'informations complémentaires du commissaire du gouvernement, le juge Gassant a formellement demandé la levée de l'immunité parlementaire du sénateur Toussaint. Le ministre de la Justice a transmis cette demande au Sénat pour qu'il rende sa décision, ainsi que les poursuites engagées à l'encontre du juge par l'équipe juridique du sénateur. De nombreuses organisations locales ont reproché au ministre de ne pas avoir clairement soutenu la demande de levée de l'immunité. Certaines sources ont par ailleurs mis en doute son impartialité en invoquant qu'il avait été l'avocat du sénateur Toussaint dans cette affaire, avant d'être désigné ministre. L'homme d'État a déclaré à Amnesty International qu'il avait fourni des conseils juridiques au sénateur à titre gracieux et de manière informelle avant d'être nommé à son poste actuel, mais qu'il n'estimait pas pour autant que cela puisse influencer sur son impartialité.

À l'issue de près de cinq mois de délibérations, les six membres de la Commission spéciale d'étude de la demande de levée de l'immunité ont remis leurs conclusions au Sénat le 31 janvier 2002. Après avoir étudié les différents éléments du dossier remis par le ministre de la Justice, la Commission a mis en doute les façons de faire du juge Gassant dans cette affaire et s'est prononcée contre la levée de l'immunité parlementaire du sénateur en l'absence d'informations complémentaires.

Pendant que la Commission présentait ses recommandations, plusieurs gardes armés du sénateur Toussaint étaient postés dans la chambre du Sénat. Le président du Sénat (également dirigeant par intérim du FL), Yvon Neptune, a protesté mais leur a néanmoins permis de rester. Malgré leur présence dans la salle et celle, devant le Sénat, d'une foule en colère composée de membres d'organisations populaires soutenant Dany Toussaint, un débat énergique a opposé partisans et adversaires de la levée de l'immunité.

Les sénateurs ont finalement voté à la majorité le suivi des recommandations de la Commission, à savoir le refus de la levée de l'immunité de Dany Toussaint et le renvoi du dossier devant le cabinet d'instruction à des fins d'informations complémentaires. Les informations demandées incluaient les copies des documents utilisés par le juge Gassant afin de déterminer si le sénateur Toussaint avait pu être mêlé aux homicides, ainsi que les copies des dépositions des témoins et des éventuels suspects interrogés – demande d'ailleurs assez controversée.

En quittant la session, les sénateurs Prince Sonson Pierre, Gérald Gilles et Lans Clonès ont été victimes d'agressions verbales et ont reçu de menaces de mort de la part de manifestants furieux de la position défendue par les trois hommes. En signe de protestation, ils ont refusé de participer aux sessions ultérieures jusqu'à ce que, le 19 février, Yvon Neptune donne des assurances strictes en faveur de leur sécurité.

De nombreuses sources, à l'intérieur comme à l'extérieur d'Haïti, ont considéré que les demandes formulées par le Sénat à propos des informations réunies par le juge Gassant constituaient une atteinte à la confidentialité de l'enquête et une violation du principe de séparation des pouvoirs entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif. Ce principe est énoncé comme suit dans la Constitution du pays :

« Chaque pouvoir est indépendant des deux (2) autres dans ses attributions qu'il exerce séparément. Aucun d'eux ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en tout ou en partie, ni sortir des limites qui lui sont fixées par la Constitution et par la loi¹⁴. »

Le Sénat a toutefois renvoyé le dossier au commissaire de gouvernement, qui l'a transmis au cabinet d'instruction pour réponse.

Le refus du Sénat de lever l'immunité du sénateur Toussaint et les lenteurs avec laquelle la question a été traitée ont nettement contrasté avec la rapidité de réaction caractérisant un autre événement, où un parlementaire était accusé d'avoir participé à un homicide. Dans la nuit du 6 au 7 janvier 2002, Sernand Sévère, maire FL de la ville de Saint Raphaël (au nord de l'île), a été tué lors d'un échange de coups de feu, à la suite d'une altercation opposant le maire et ses gardes armés au député FL local, Jocelyn Saint Louis, et à ses gardes du corps. Dans les deux semaines qui ont suivi, le secrétaire d'État à la sécurité publique, Jean Gérard Dubreuil, aurait écrit au parquet, déclarant agir sur ordre du président Aristide, afin de demander la poursuite de la procédure en dépit de l'immunité parlementaire de l'accusé. À la fin du mois, le député était en garde à vue. Le parquet a demandé la levée de son immunité, la chambre des députés a formé une commission le 24 janvier afin d'étudier la question, puis a répondu favorablement par vote le 5 février, soit moins d'un mois après l'assassinat.

14. Articles 60 et 60-1 de la Constitution de la République d'Haïti adoptée en 1987.

Lorsque l'on observe la différence de traitement entre ces deux affaires, la résistance persistante du Sénat à lever l'immunité parlementaire de Dany Toussaint, conjuguée à sa demande d'accès à des informations confidentielles, est considérée par la plupart comme un frein supplémentaire à ce que soit rendue une justice complète dans un délai raisonnable pour Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint.

Manque d'indépendance et de compétence de la police

« Elle [la police] est créée pour la garantie de l'ordre public et la protection de la vie et des biens des citoyens. Son organisation et son mode de fonctionnement sont réglés par la Loi¹⁵. »

Autre obstacle à l'enquête : le comportement des autorités policières. De la même manière que les sympathisants de partis politiques n'ont pas eu à rendre compte de leurs actes, les citations à comparaître émises par le juge Gassant dans l'objectif de réunir des renseignements sur les homicides ont été ignorées, et ce, en toute impunité, par un certain nombre d'individus influents, en particulier des militants ou des élus du FL. Dans certains cas, des mandats d'arrêt ont été décernés après que les individus en question étaient restés sourds aux convocations. La police n'y a toutefois donné aucune suite, bien qu'elle ait été parfaitement au courant de l'existence de ces mandats, tout comme de l'identité des personnes concernées.

En juillet 2001, sur demande d'informations complémentaires par le parquet, le juge Gassant a convoqué René Civil, dirigeant du JPP, et Paul Raymond, dirigeant d'une autre organisation populaire proche du FL, *Ti Kominote Legliz* (TKL, Communautés ecclésiales de base). Des organisations locales et internationales avaient sévèrement critiqué les deux hommes à propos de certains de leurs agissements, comme la diffusion publique, en janvier 2001, de menaces de violences physiques envers une liste de journalistes et de membres de partis d'opposition. Ces menaces avaient été communiquées lors d'une conférence de presse se déroulant dans l'église Saint Jean Bosco de Port-au-Prince¹⁶. Malgré les appels répétés lancés aux autorités pour qu'elles punissent un tel comportement, ainsi qu'au parti FL pour qu'il se désolidarise des menaces et des actes de violence, de nombreux membres d'organisations populaires ont continué à mettre à exécution des menaces au nom du *Fanmi Lavalas*.

René Civil et Paul Raymond ont ignoré les nombreuses citations à comparaître de Claudy Gassant. Une plainte a été déposée contre le premier des deux hommes, fin août 2001, au motif qu'il aurait eu un comportement agressif envers un huissier essayant une fois de plus de lui remettre une citation à son encontre. Ces hommes ont mis en doute publiquement la légitimité morale du magistrat à enquêter sur cette affaire. Le 28 août, un militant du JPP, Jocelyn Lundi, a été arrêté pour « *outrage à la magistrature* » après, semble-t-il, s'être rendu armé chez le juge et l'avoir insulté.

À la suite de nombreuses convocations restées sans réponse, des mandats d'arrêt ont été délivrés contre Paul Raymond et René Civil et le ministre de la Justice a publiquement déclaré les deux hommes « *fugitifs* ». En dépit de cette désignation et des mandats, ces hommes ont continué de circuler librement dans Port-au-Prince en septembre et en octobre, participant à des rassemblements publics et s'entretenant avec des journalistes ainsi qu'avec d'autres personnes.

15. Article 269-1 de la Constitution de la République d'Haïti de 1987.

16. Voir Haïti. Amnesty International exhorte les autorités à prendre immédiatement des mesures contre les menaces de violences politiques (index AI : AMR 36/001/01, Bulletin d'information 007/01, 11 janvier 2001).

Le mépris flagrant à l'égard de l'autorité de l'appareil judiciaire et de la police, tout comme l'immobilisme total des autorités policières pour aborder ces problèmes, ont porté gravement atteinte à la crédibilité, déjà précaire, des institutions haïtiennes. Après de fortes pressions infligées aux autorités pour que les loyalistes des partis politiques aient à répondre de leurs actes devant la loi, René Civil et Paul Raymond auraient été persuadés par des personnalités haut placées d'observer les convocations initiales du juge Gassant. Le 28 novembre, ils ont finalement comparu devant le juge. Les deux hommes ont de nouveau été interrogés en décembre, accompagnés par une foule de sympathisants bruyants.

« Tolérance zéro »

« Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi¹⁷. »

La fréquence des lynchages constitue, en Haïti, un autre obstacle au déroulement d'une enquête complète et impartiale. En raison de la traditionnelle faiblesse de l'appareil judiciaire et du manque de sérieux des forces de sécurité publiques du pays, il est de tradition que des citoyens ordinaires fassent justice eux-mêmes. Pendant quelque temps, les efforts visant à renforcer les institutions haïtiennes ont permis de freiner en partie ce comportement, mais il n'a jamais complètement disparu. En réponse à l'inquiétude de l'opinion publique face à ce qui a été perçue comme une augmentation de la criminalité, le président de la République a annoncé en juin 2001 une politique de « *tolérance zéro* » à l'égard de tous ceux qui ne respectent pas la loi. Face aux pressions de l'opinion publique nationale et internationale, Jean-Bertrand Aristide a par la suite précisé que son intention était ainsi de traduire en justice tous les suspects de façon à ce qu'ils puissent être jugés. Le message n'a toutefois pas été compris ou a été ignoré car, d'après les informations reçues, les lynchages de suspects de droit commun par des citoyens ordinaires ont sensiblement augmenté.

Le 9 novembre 2001, Panel Rénélus a été arrêté près de la frontière dominicaine. Il était recherché dans le cadre des homicides de Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint. Au lieu de le transférer à Port-au-Prince, la police l'a gardé au poste de Léogâne. Le juge Gassant s'est rendu sur les lieux et a émis certaines recommandations à la police afin de garantir la sécurité de Panel Rénélus, comme par exemple son placement dans une cellule du poste fermée à clé en attendant un transfert vers la capitale. Les forces de police ont refusé de suivre ces instructions. Peu de temps après, une foule s'est introduite de force à cet endroit, puis a lynché Rénélus à coups de pierres et de machettes en présence du juge. Bien qu'également sur les lieux, les policiers n'ont rien fait pour protéger le détenu ni pour interrompre la foule.

Le 11 décembre, le commissaire de police de Léogâne, Michel Ange Jean Baptiste, a été arrêté sur ordre du juge Gassant ; il lui a été demandé de rendre des comptes à propos du lynchage. L'homme a été libéré quelques jours plus tard.

17. Article 26 du PIDCP.

Groupes armés non officiels proches de hauts responsables locaux

« La Force Publique se compose de deux (2) Corps distincts :

- a) les Forces Armées d'Haïti ;*
- b) les Forces de Police.*

Aucun autre Corps Armé ne peut exister sur le Territoire National¹⁸. »

Par ailleurs, une autre question relative aux droits humains mise en lumière par l'enquête Jean Dominique concerne des groupes armés non reconnus par l'État. Le 15 juin 2001, des représentants d'organisations populaires, réunies sous la bannière COSOLDAT (acronyme du Comité de solidarité avec le sénateur Toussaint), ont violemment manifesté pour demander l'arrestation du juge Gassant. Selon les informations recueillies, ils ont dressé des barricades qu'ils ont ensuite incendiées et ont jeté des pierres au cours de la manifestation.

Phonétiquement, le nom du groupe a en créole des sous-entendus militaires puisqu'il ressemble à l'expression « corps de soldats ». Ce recours à un langage menaçant sous forme d'un acronyme n'est pas sans rappeler un exemple précédent inquiétant : le violent groupe paramilitaire Front révolutionnaire armé pour le progrès d'Haïti, dont l'acronyme (FRAPH) se prononce « frappe » en français comme en créole.

L'organisation COSOLDAT est descendue dans la rue à plusieurs reprises en signe de protestation. Son émergence coïncide avec deux tendances inquiétantes aujourd'hui en Haïti. La première est la fréquence des exactions perpétrées par des groupes armés proches de hauts responsables venus au pouvoir après les élections de 2000. Ces groupes, souvent composés de partisans politiques, n'ont ni existence légale ni obligation publique de rendre des comptes. Ils se sont par ailleurs rendus coupables de nombreux actes de violence à travers tout le pays¹⁹. La seconde tendance – une intolérance croissante des organisations populaires proches du parti FL à l'égard de ceux qui sont perçus comme des opposants – est décrite dans une autre partie du présent document.

Menaces et actes de violence de partisans politiques à l'égard de journalistes et d'autres personnes

« Tout Haïtien a le droit d'exprimer librement ses opinions, en toute matière par la voie qu'il choisit.

Le journaliste exerce librement sa profession dans le cadre de la Loi. Cet exercice ne peut être soumis à aucune autorisation, ni censure, sauf en cas de guerre²⁰. »

« Toute personne a droit à la liberté d'expression, ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix²¹. »

18. Articles 263 et 263-1 de la Constitution de la République d'Haïti de 1987. L'armée a été abolie par le président Aristide en 1995. Fin 2001, une requête a été présentée devant le Sénat pour entamer la procédure de modification de la Constitution afin que cette dernière reflète ce changement.

19. Voir Haïti. *Le nouveau gouvernement et les droits humains* (index AI : AMR 36/002/01), avril 2001, p. 15.

20. Articles 28 et 28-1 de la Constitution de 1987.

21. Article 19.2 du PIDCP.

Haïti ne possède pas de longue tradition de liberté d'expression ; c'est une des questions sur lesquelles Jean Dominique s'est battu tout au long de ses quarante années de carrière. On a toutefois noté une ouverture notable en ce sens après le retour du pays à un système constitutionnel en 1994. Les sympathisants du président Aristide savent bien à quel point cette liberté est essentielle, puisqu'ils ont eux-mêmes été par le passé victimes d'une répression militaire violente et cruelle en matière de liberté de parole.

Il est néanmoins décourageant de constater que les épisodes passés de répression n'ont, de toute évidence, pas conduit à un plus grand respect pour la liberté d'expression et pour tous ceux qui la pratiquent. Après l'investiture du président René Préval en 1995, ce dernier a supprimé le ministère de l'Information, ministère qui d'après certaines sources avait été proposé à Jean Dominique par le président Aristide. Cette mesure a fait disparaître les canaux de communication officiels existant entre la presse et le gouvernement et, selon certains analystes, a contribué aux problèmes qui ont suivi. Plus grave encore, en janvier 2000, le président René Préval a refusé de signer la déclaration de Chapultepec, accord régional relatif à la liberté de la presse qui a été signé par la quasi-totalité des chefs de l'État du continent américain. Il s'était pourtant prononcé en faveur de cette déclaration et les raisons de son changement de position sont restées peu explicites.

Depuis le meurtre de Jean Dominique, des journalistes ont été menacés à maintes reprises et quelques stations de radio ont été attaquées. Ces faits rappellent les exactions commises lors du coup d'État par les partisans du régime militaire contre les médias favorables à Aristide, puis sous le gouvernement militaire qui en a résulté, ainsi que les agressions perpétrées par les forces armées de Duvalier au cours des décennies précédentes. D'ailleurs, certaines des stations visées actuellement sont les mêmes qu'alors²². Radio Haïti Inter continue ainsi de recevoir régulièrement des menaces, malgré des mesures de sécurité renforcées.

Sont décrits ci-dessous certains de ces épisodes d'attaques et de menaces menés à l'encontre de journalistes et ayant un lien direct avec l'enquête Jean Dominique :

- Dans la nuit du 3 au 4 avril 2000, la station de radio locale Radio Unité, installée à Saint Michel de l'Attalaye dans le département de l'Artibonite, a été saccagée et une partie du matériel dérobée, après l'annonce par la radio de la mort de Jean Dominique. D'après les informations recueillies, la station avait déjà reçu des menaces auparavant.
- Comme nous l'avons vu, après les funérailles de Jean Dominique le 8 avril 2000, des membres de groupes favorables au FL ont incendié les locaux de la Confédération d'unité démocratique (KID), qui servaient par ailleurs de siège à la coalition d'opposition Espace de concertation. Le groupe d'hommes se réclamant du parti FL a ensuite menacé de mettre le feu à une station de radio privée, Radio Vision 2000, qui adopte des positions critiques à l'égard du gouvernement Aristide et du *Fanmi Lavalas*. Selon certaines informations, ces hommes ont également menacé des journalistes de la station de télévision privée Telemax. Quelques jours plus tôt, les journalistes de Radio Vision 2000 avaient, semble-t-il, adressé une lettre ouverte au ministère de la Justice dénonçant les menaces reçues par le personnel de la station et demandant une protection officielle.

22. Voir *Haïti. Atteintes à la liberté d'expression : les droits de l'homme piétinés* (index AI : AMR 36/25/93), octobre 1993.

- Le 20 juin 2001, un autre journaliste de Radio Haïti Inter, Fritson Orius, aurait été suivi, puis contraint de sortir de sa voiture et menacé par deux hommes armés qui prétendaient être des policiers. Ils lui auraient dit avoir reconnu la voiture qu'il conduisait : il s'agissait, selon eux, de la voiture de Jean Dominique. Mais la Police nationale d'Haïti (PNH) a nié toute implication de la part de ses membres et a déclaré qu'il pourrait s'agir d'anciens agents. Radio Haïti Inter a déposé une plainte formelle, qui est toutefois restée sans suite²³.

Outre ces événements liés à l'enquête Jean Dominique, les journalistes doivent faire face à une recrudescence des menaces et des risques d'agression en général en Haïti. L'annexe au présent document dresse une liste partielle des attaques perpétrées envers des journalistes et des stations de radio au cours des deux dernières années. Cette liste donne une indication de la fréquence accrue des menaces et des actes de violence contre des journalistes et rend compte de leur gravité croissante.

III. Conclusions

Les meurtres de Jean-Claude Louissaint et Jean Dominique ont profondément choqué Haïti, même dans ce pays où les violences et les homicides ciblés ne sont pas rares. Le fait que Jean Dominique, critique farouche des différents régimes qui se sont succédé pendant plus de quarante ans, ait été assassiné sous un gouvernement élu de manière démocratique a rendu sa mort d'autant plus inquiétante qu'il s'agit de la première passation de pouvoir non-violente à un élu accomplissant, qui plus est, un mandat ininterrompu. Les appels réclamant que les responsables soient poursuivis devant les tribunaux ont atteint un niveau sans précédent en Haïti : des citoyens ordinaires de toutes conditions sociales ont demandé aux autorités d'apporter les preuves de leur promesse de transparence et de leur engagement à mettre fin à l'impunité pour les assassins de l'un des partisans du changement les plus fervents et les plus ouvertement critiques qu'a connu le pays.

Parallèlement, l'enquête sur cette affaire a rencontré une succession d'obstacles. Ces obstacles sont eux-mêmes caractéristiques des principales préoccupations existant aujourd'hui en Haïti en matière de droits humains. Une justice complète et impartiale pour Jean Dominique et Jean-Claude Louissaint démontrera non seulement l'engagement des autorités à poursuivre les coupables devant les tribunaux, mais aussi leur volonté de s'attaquer de front aux entraves au respect des droits humains les plus graves et les plus ancrées à l'heure actuelle dans le pays. Faute de quoi, l'inaction dans ce domaine causerait des dommages irréparables aux aspirations des Haïtiens qui se sont engagés à mettre fin à l'impunité et à établir un véritable État de droit.

23. Voir *HAÏTI. Les droits humains depuis le coup d'État : une décennie d'avancées et de reculs* (index AI : AMR 36/010/01), septembre 2001, p. 7.

IV. Recommandations

À propos de l'enquête

Traduire en justice les auteurs des homicides commis sur la personne de Jean Dominique et de Jean-Claude Louissaint n'est pas uniquement important au titre de ces deux affaires individuelles, mais permettrait aussi de transmettre un message clair : les auteurs de tels agissements seront tenus pour responsables. Lorsque les enquêtes sont interrompues et que les coupables n'ont pas à répondre de leurs actes, s'instaure alors un cycle de violence qui se perpétue indéfiniment sous le voile de l'impunité.

- Les normes internationales demandent aux États d'entreprendre des enquêtes appropriées, intégrales et impartiales et de garantir que les responsables de ces homicides seront traduits en justice.
- L'enquête doit avoir pour objet de déterminer l'identité des auteurs matériels et des instigateurs du crime, ainsi que de fournir aux familles des victimes et à la société le récit complet de la vérité. Les résultats de l'enquête doivent en outre être rendus publics.
- Les fonds, les pouvoirs et le personnel adaptés doivent être alloués afin de s'assurer que l'enquête puisse être exhaustive et impartiale. L'État a la responsabilité d'aider l'appareil judiciaire dans l'accomplissement de cette tâche et serait tenu de rendre des comptes s'il ne n'agissait pas dans ce sens.
- Les enquêteurs doivent bénéficier d'une plus grande autonomie afin d'obtenir toutes les informations nécessaires à l'enquête et d'obliger les témoins et les hauts responsables (élus ou autres) présumés impliqués à se présenter à la justice et à déposer.
- La sécurité des juges et des autres personnes impliquées dans l'enquête doit être garantie ; tout le matériel et toutes les ressources humaines nécessaires doivent être alloués pour atteindre cet objectif.
- Toutes les menaces ou toutes les agressions menées à l'encontre du personnel judiciaire impliqué dans l'enquête doivent elles-mêmes faire l'objet d'investigations approfondies ; les responsables doivent répondre de leurs actes, quelle que soit leur fonction ou leur allégeance politique. Les personnes occupant des fonctions publiques doivent être suspendues de ces fonctions jusqu'à ce que soit déterminée leur innocence ou leur culpabilité.
- Outre ces menaces et ces attaques explicites, les institutions chargées de l'administration de la justice peuvent faire preuve de faiblesse et être susceptibles de subir des pressions moins directes de la part d'autres autorités gouvernementales ou de la part des coupables. De telles pressions ébranlent l'autorité de la loi et ne peuvent être permises. Leurs auteurs doivent rendre compte de leurs actes, quelle que soit leur fonction ou leur allégeance politique. Les personnes occupant des fonctions publiques doivent être suspendues de ces fonctions jusqu'à ce que soit déterminée leur innocence ou leur culpabilité.

À propos des éventuelles poursuites

- Si un coupable présumé est un responsable de l'application des lois ou tout autre représentant de l'État, il doit être immédiatement suspendu de ses fonctions jusqu'à la conclusion de l'enquête. S'il est reconnu coupable, outre la sanction infligée par le tribunal, il doit être révoqué de son poste.
- Toute poursuite doit être conforme aux normes internationales qui demandent un procès équitable.
- Les poursuites judiciaires doivent être publiques et transparentes, de sorte que les familles des victimes, mais aussi la société dans son ensemble, puissent avoir accès à toute la vérité.

À propos des groupes armés illégaux

- La Police nationale haïtienne (PNH) doit prendre la responsabilité de désarmer les individus ou les groupes en possession d'armes illégales.
- Le gouvernement central doit réaffirmer sans équivoque la primauté de la PNH en tant qu'unique groupe armé légitime du pays, et soutenir tous les efforts entrepris par la police et les institutions judiciaires afin d'engager des poursuites envers ceux qui détiennent illégalement des armes.

À propos des menaces et des violences contre des journalistes et d'autres personnes

- Toute collusion établie entre des responsables de l'application des lois et des particuliers et incitant ou autorisant des atteintes aux droits humains doit faire l'objet d'une enquête approfondie.
- Tous les actes d'intimidation ou de violence commis envers des journalistes doivent faire l'objet d'une enquête exhaustive dans des délais raisonnables ; les responsables doivent être traduits en justice quelle que soit leur fonction ou leur allégeance politique.
- Les dirigeants des partis doivent renforcer le respect de la voie hiérarchique et exercer un contrôle effectif de leurs sympathisants afin d'empêcher les violences. Ils doivent coopérer parfaitement avec les autorités afin de traduire en justice les responsables de ces violences.
- Haïti doit soutenir la déclaration de Chapultepec ainsi que tous les autres instruments similaires.

Annexe : liste partielle des attaques perpétrées envers des journalistes depuis l'assassinat de Jean Dominique

- Dans la nuit du 3 au 4 avril 2000, la station de radio locale Radio Unité, installée à Saint Michel de l'Attalaye dans le département de l'Artibonite, a été saccagée et une partie du matériel dérobée, après l'annonce par la radio de la mort de Jean Dominique. D'après les informations recueillies, la station avait déjà reçu des menaces auparavant.
- Après les funérailles de Jean Dominique le 8 avril 2000, des membres de groupes favorables au FL ont incendié les locaux de la Confédération d'unité démocratique (KID), qui servaient par ailleurs de siège à la coalition d'opposition Espace de concertation. Le groupe d'hommes a ensuite menacé de mettre le feu à une station de radio privée, Radio Vision 2000, qui adopte des positions critiques à l'égard du gouvernement Aristide et du parti *Fanmi Lavalas*. Selon certaines informations, ces hommes ont également menacé des journalistes de la station de télévision privée Telemax. Quelques jours auparavant, les journalistes de Radio Vision 2000 avaient, semble-t-il, adressé une lettre ouverte au ministère de la Justice dénonçant les menaces reçues par le personnel de la station et demandant une protection officielle.
- Le 3 mai 2000, à Pliché dans le département du Sud, la station locale Radio Vwa Peyizan Sid (Voix des paysans du Sud) a été saccagée. Elle avait apparemment déjà reçu des menaces auparavant.
- Le 15 décembre 2000, Gérard Denoze, trente-quatre ans, journaliste sportif de Radio Plus à Port-au-Prince, a été abattu par balle par deux assaillants non identifiés, apparemment au moment où il descendait d'un véhicule dans le quartier de Carrefour. L'Association haïtienne de la presse sportive (ASHAPS) a déclaré qu'il recevait des menaces de mort anonymes depuis un certain temps.
- Le 27 décembre 2000, la station de radio privée de Port-au-Prince, Radio Caraïbes FM, a dû interrompre temporairement ses émissions après avoir reçu des lettres de menaces et des menaces téléphoniques, et après que certains journalistes eurent été menacés directement à titre individuel, selon les informations reçues, par des membres d'organisations populaires proches du FL.
- Comme nous l'avons déjà décrit dans le présent document, en janvier 2001, Paul Raymond, dirigeant du *Ti Kominite Legliz*, organisation populaire proche du *Fanmi Lavalas*, a publiquement proféré des menaces de violences à l'encontre d'environ 80 journalistes, dignitaires religieux et hommes politiques si ceux-ci refusaient de soutenir le parti²⁴. Cette liste incluait les journalistes Liliane Pierre-Paul, de Radio Kiskeya, et Max Chauvet, du journal *Le Nouvelliste*.
- Les 9, 10 et 11 juin 2001, le directeur de l'information de Signal FM, station de radio installée à Port-au-Prince, aurait reçu des menaces de mort anonymes après avoir mis en doute, au cours de l'un de ses programmes, le comportement de certains sénateurs élus du *Fanmi Lavalas*²⁵.

24. Voir HAÏTI. Amnesty International exhorte les autorités à prendre immédiatement des mesures contre les menaces de violences politiques (index AI : AMR 36/001/01, Bulletin d'information 007/01, 11 janvier 2001).

25. Voir HAÏTI. Les droits humains depuis le coup d'État : une décennie d'avancées et de reculs (index AI : AMR 36/010/01), septembre 2001, p. 7.

- Le 20 juin 2001, un autre journaliste de Radio Haïti Inter, Fritson Orius, aurait été suivi, puis contraint de sortir de sa voiture et menacé par deux hommes armés qui prétendaient être des policiers. Ils lui auraient dit avoir reconnu la voiture qu'il conduisait : il s'agissait, selon eux, de la voiture de Jean Dominique. Mais la Police nationale d'Haïti (PNH) a nié toute implication de la part de ses membres et a déclaré qu'il pourrait s'agir d'anciens agents. Radio Haïti Inter a déposé une plainte formelle, qui est toutefois restée sans suite²⁶.
- Le 28 juillet 2001, des journalistes de Radio Rotation FM, Reynald Libéris et Claude François, ont réalisé les interviews de certains des auteurs présumés d'une série d'attaques menées à l'égard de postes de police dans la région de Port-au-Prince et du plateau Central. D'après les informations reçues, ils ont été arrêtés sans mandat puis ont subi, dans les locaux de la station à Belladère (département du Centre), des mauvais traitements de la part de policiers au moment où ceux-ci essayaient d'obtenir les enregistrements des entretiens.
- Jean Ronald Dupont, journaliste de Radio Maxima FM, a été blessé à la tête le 2 octobre 2001 alors qu'il couvrait une manifestation se déroulant à Cap-Haïtien, dans le département du Nord. D'après les informations reçues, il a été blessé lorsque la police a tiré à hauteur d'homme pour disperser la foule.
- Toujours le 2 octobre 2001, le correspondant de Radio Métropole, Jean-Marie Mayard, a été agressé à Saint Marc (département de l'Artibonite) par des représentants d'une organisation populaire. Les assaillants auraient brisé son magnétophone et auraient menacé de le tuer s'il continuait de diffuser des critiques du parti *Fanmi Lavalas*.
- Le 12 octobre, un journaliste de Radio Haïti Inter, Jean Robert Delciné, a été agressé et menacé par la police après avoir enquêté sur l'homicide dont a été victime Mackenson Fleurimon dans le quartier Cité Soleil, à Port-au-Prince. La police est présumée être responsable du meurtre de cet adolescent de seize ans. Des membres de la famille de la victime et des témoins ont déclaré que Mackenson Fleurimon a été assassiné parce que la police n'avait pas réussi à mettre la main sur son frère, qu'elle soupçonnait d'agissements en bande. Radio Haïti Inter a déposé une plainte à l'encontre de l'inspecteur de police responsable des mauvais traitements infligés à Jean Robert Delciné. L'inspecteur est toutefois resté sourd aux citations à comparaître émises par le procureur et par l'unité d'investigation interne de la police.
- Le 27 novembre, le journaliste de Radio Kiskeya Evrard Saint-Armand aurait été arrêté après avoir essayé de dénoncer un événement au cours duquel un jeune homme a été tué par balle à Port-au-Prince dans des circonstances peu explicites. Evrard Saint-Armand a été conduit au poste de police local où il aurait été battu par plusieurs policiers, qui auraient par ailleurs détruit son magnétophone afin de l'empêcher de diffuser les témoignages recueillis.
- Le 3 décembre, au cours de l'attaque la plus meurtrière de l'année, Brignol Lindor, directeur de l'information de Radio Écho 2000, a été battu à mort par une foule dont faisaient partie des membres d'une organisation pro-FL à Petit Goave. Plusieurs jours auparavant, le maire adjoint FL avait lancé un appel à la « *tolérance zéro* » à l'encontre de Brignol Lindor, qu'il accusait de soutenir

26. Ibid., p. 7.

un parti rival. Plusieurs des auteurs de l'attaque ont reconnu le meurtre et se sont vus décerner des mandats d'arrêt. Le président Aristide a révoqué l'intégralité du cartel des édiles magistraux, notamment le maire et deux adjoints, ainsi que le commissaire de police local. Toutefois, aucune arrestation n'a été effectuée avant les 9 et 10 février, date à laquelle la police a arrêté Sedner Sainvilus, élu local FL et membre de l'administration de la section communale. La famille et les amis de Brignol Lindor continuent de protester devant le fait qu'aucune arrestation n'a eu lieu, bien qu'un certain nombre de personnes en cause aient avoué. Le 17 février, des tracts de menace ont été distribués anonymement dans Petit Goave, avertissant la famille et d'autres journalistes que, faute de cesser d'attirer l'attention sur cette affaire, ils risquaient de subir le même sort que Brignol Lindor. Selon certaines sources, les tracts étaient signés par les Bases militants *Lavalas*.

- Le 17 décembre 2001, des assaillants non identifiés ont mené une attaque contre le Palais national. Cet acte de violence a marqué le début d'une recrudescence d'agressions ciblées, lancées à titre de représailles contre les sièges de l'opposition, des stations de radio, des journalistes et des figures dirigeantes de l'opposition. Un correspondant de Radio Métropole à Gonaïves a été attaqué dans la rue alors qu'il essayait de couvrir les événements ; des reporters de Port-au-Prince et d'ailleurs ont également été menacés. Les locaux de la station de radio Signal FM de Port-au-Prince ont été encerclés et menacés par une foule hostile, de même que ceux de Caraïbes FM, où des fenêtres ont en outre été brisées et des véhicules endommagés. Selon des sources diverses, la police n'était pas présente sur les lieux ou bien n'est pas intervenue lors des violences commises dans les rues²⁷. D'autres stations telles que Radio Métropole, Vision 2000 et Kiskeya ont réduit leur couverture des événements après avoir reçu des menaces téléphoniques. L'Association des journalistes haïtiens a signalé qu'une douzaine de journalistes avaient fui le pays par crainte de persécutions, à la suite de l'attaque menée contre le Palais national et des violences commises ultérieurement à titre de représailles.

27. Voir *Haïti. Amnesty International condamne les violences* (index AI : AMR 36/015/01, *Bulletin d'information* 224/01, 18 décembre 2001).

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre HAITI. "I have no weapon but my journalist's trade": human rights and the Jean Dominique investigation.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL – ÉFAI – mars 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.

Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :